

## Revue de presse du 16 au 31 décembre 2019

<b>Europe</b> .....	2
Belgique.....	2
Italie .....	2
Grèce .....	3
Serbie.....	3
Malte .....	3
<b>Moyen-Orient</b> .....	3
Turquie .....	3
<b>Afrique</b> .....	4
Sénégal .....	4
Niger .....	4

## Europe

### Belgique

- **Le Monde**, 30 décembre 2019, Le fléau du travail au noir en Belgique, « ce pays où on ne t'attrape jamais » [accessible aux abonnés]

Le magazine belge néerlandophone *De Standaard Weekblad* a mené et publié une enquête sur les conditions de réalisation, à Bruxelles, du bâtiment du Conseil européen inauguré en 2016. Le Conseil européen est l'institution au sein de laquelle se réunissent les chefs d'État et de gouvernement des pays membres pour définir les lignes de la stratégie politique de l'Union européenne. 350 travailleurs étrangers ont travaillé sur ce chantier, parmi lesquels des personnes sans-papiers qui ont été privées de contrat de travail, ont effectué des prestations dépassant la durée légale du temps de travail et n'ont toujours pas été rémunérées. Sont mis en cause dans cette affaire le Conseil européen, la Régie belge des bâtiments, les entrepreneurs et les sous-traitants, ces derniers étant accusés de falsification des documents des travailleurs afin de leur permettre d'obtenir le statut de travailleur détaché. L'association belge *Fairwork Belgium* a été alertée par l'un d'entre eux, un homme bulgare qui tente de survivre dans des conditions insalubres avec sa famille. L'association explique que la plupart des personnes sans-papiers en Belgique (elles seraient entre 80 000 et 130 000 à l'heure actuelle) n'ont d'autre choix que la mendicité, la prostitution ou le travail au noir, faute de régularisation par l'État belge. Le Conseil européen se dédouane quant à lui de toute responsabilité dans cette affaire.

### Italie

- **Mediapart**, 24 décembre 2019, L'impensé colonial de la politique migratoire italienne [accessible aux abonnés]\*

La position de fermeté de la classe politique italienne vis-à-vis des migrations, *a fortiori* depuis 2018, est couplée à un discours se voulant anti-(néo)colonialiste. Un exemple parlant est l'intervention d'Alessandro Di Battista (du Mouvement Cinq Étoiles) déchirant un billet de 10 000 francs CFA en direct sur un plateau de télévision italien en janvier 2019. Une grande partie de la rhétorique du gouvernement italien se base sur une critique acerbe du néocolonialisme français en Afrique, accompagnée d'une négation de son propre passé colonial sur le continent (en Éthiopie, en Érythrée, en Somalie et en Libye). Selon la chercheuse italienne Igiaba Scego, les migrations contemporaines font ressurgir les zones d'ombre de l'impensé colonial italien. Ces « zones d'ombres » permettent au pays de se défaire de sa responsabilité vis-à-vis des mouvements migratoires. L'Italie connaît des arrivées d'exilé-e-s - notamment depuis l'Érythrée et la Somalie - depuis plus d'un demi-siècle, ce que la classe politique s'obstine à nier pour construire l'image d'une crise migratoire, apportant une réponse synchronique à un phénomène qui requiert, au contraire, une analyse diachronique.

- **La Repubblica**, 18 décembre 2019, Migranti, un report accusa l'Italia: « Respingimento illegale dei 93 salvati dal mercantile Niven e riportati in Libia con la forza » [IT]
- **RFI**, 19 décembre 2019, Migrants : une plainte déposée contre l'Italie devant un comité de l'ONU

Le 19 décembre 2019, l'organisation britannique *Global legal action network* (GLAN) a déposé une plainte contre l'Italie auprès du Comité des droits de l'Homme des Nations unies pour le « refoulement privatisé » de 93 personnes migrantes vers la Libye. Le 7 novembre 2018, un avion de l'opération EUNAFVOR MED repère une embarcation en détresse dans la zone SAR (*Search and Rescue*) libyenne. Le centre de coordination et de sauvetage italien en est prévenu. Il demande alors à un navire marchand battant pavillon panaméen présent dans la zone, le *Nivin*, de secourir les personnes à bord puis de les débarquer dans le port libyen de Misrata. La plupart d'entre elles se sont réfugiées dans une cale pendant 10 jours jusqu'à ce que la police les déloge de force. Un homme, au nom duquel la plainte a été déposée par le GLAN, a reçu une balle en caoutchouc dans la jambe. Le rapport faisant état de ce refoulement a été réalisé par Charles Heller du *Forensic Oceanography*, relié à l'Université de Londres et en collaboration avec

Médecins sans Frontières France, *WatchTheMed Platform*, et l'ONG italienne de secours en mer *Mediterranea Saving Humans*.

## Grèce

- **Infomigrants**, 27 décembre 2019, [Deux demandeurs d'asile se suicident à Mouries, au nord de la Grèce](#)
- **Deutsche Welle**, 26 décembre 2019, [Dos refugiados se suicidan en Grecia, denuncia ONG \[ES\]](#)

Deux personnes demandeuses d'asile, l'une originaire d'Irak et l'autre d'Afghanistan, se sont données la mort dans la ville grecque de Mouries, à la frontière avec la Macédoine. La première a été retrouvée pendue à quelques pas de l'hôtel dans lequel elle était hébergée avec près de 400 autres personnes demandeuses d'asile. La seconde s'est donnée la mort de la même façon dans un couloir de l'hôtel. Il y a quelques semaines, Médecins sans Frontières (MSF) avait, une nouvelle fois, tiré la sonnette d'alarme concernant les enfants enfermés dans le camp de Moria, à Lesbos. Certains refusent de s'alimenter, ne communiquent plus, ne dorment plus, et vont parfois jusqu'à se mutiler comme le rapporte [Caroline Willemen](#), ancienne coordinatrice MSF dans le camp de Moria.

## Serbie

- **Infomigrants**, 24 décembre 2019, [Serbie : deux migrants noyés dans le Danube en tentant de rejoindre la Croatie](#)

Deux personnes ont été retrouvées noyées dans le Danube, au nord-ouest de la Serbie. Un groupe d'une quinzaine de personnes tentait de traverser le fleuve en barque pour atteindre la côte croate. Six autres personnes sont portées disparues. Cette route est empruntée par les migrant·e·s bloqué·e·s en Serbie ou en Bosnie pour rejoindre l'Europe occidentale, tentant dans la mesure du possible de circuler malgré les murs érigés et les opérations de contrôle aux frontières renforcées, *a fortiori* à la frontière serbo-croate.

## Malte

- **Times of Malta**, 29 décembre 2019, [Malta refuses evacuation of migrants 'in critical condition' - rescue NGO \[EN\]](#)

Le centre de coordination et de sauvetage maltais a refusé le débarquement de dix personnes migrantes dans un état critique secourues par l'équipage de l'*Alan Kurdi* en Méditerranée. Parmi ces personnes, une femme enceinte et six enfants se trouvaient dans un état de déshydratation et de sous-nutrition avancé. L'ONG *Sea Eye* est donc toujours à la recherche d'un port sûr pour y débarquer les 32 personnes secourues par l'*Alan Kurdi*, qui se dirige vers les côtes italiennes. L'été dernier, le gouvernement maltais avait déjà refusé plusieurs fois que l'*Alan Kurdi* débarque des personnes secourues en mer Méditerranée sur son territoire.

## Moyen-Orient

### Turquie

- **Infomigrants**, 26 décembre 2019, [Turquie : sept migrants morts dans le naufrage d'un bateau sur le lac de Van](#)

Sept personnes ont perdu la vie lors d'un naufrage sur le lac turc de Van, non loin de la frontière iranienne. Elles étaient originaires du Pakistan, du Bangladesh et d'Afghanistan. Les 64 autres personnes à bord ont pu être sauvées et transportées dans différents hôpitaux de la région turque. Le lac de Van est un important lieu de passage entre la frontière iranienne et l'Europe occidentale.

## Afrique

### Sénégal

- **Seneweb**, 25 décembre 2019, Conditions d'obtention du visa Schengen : « le danger qui se cache derrière le durcissement » (ONG)

L'Union européenne a annoncé un durcissement des conditions d'obtention du visa Schengen dès le 3 février 2020. Pour les Sénégalais.es, cela se traduit par une hausse de 10 500 francs CFA (soit 16 euros) pour les frais de traitement, toujours non remboursables dans le cas d'un refus d'octroi de visa. Souleymane Diallo, président de l'ONG *Otra Africa*, affirme que l'acceptation d'une demande visa est corrélée à la coopération du pays du demandeur avec l'Union européenne sur la réadmission de ses ressortissants. Il tire la conclusion que les quotas de visas Schengen octroyés aux pays africains dépendront des signatures d'accords de réadmission, que ce soit en leur qualité de pays d'origine ou de transit.

### Niger

- **France 24**, 24 décembre 2019, More than a thousand asylum seekers take part in mass sit-in in Niger [EN]

Depuis le 16 décembre, un peu plus d'un millier de personnes demandeuses d'asile protestent devant le bureau du Haut-Commissariat pour les Réfugiés de l'ONU (HCR) à Agadez, Niger. Majoritairement originaires du Soudan, elles se trouvent depuis un, voire deux ans dans le camp géré par le HCR et l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM), dans l'attente de l'examen de leur demande d'asile et d'une possible réinstallation dans un pays sûr. Cela fait déjà un an que les protestations se multiplient devant les locaux du HCR et au sein du camp, dans l'espoir d'une amélioration des conditions de (sur)vie à Agadez (manque d'eau, de nourriture, d'hygiène et de soins) et d'une accélération du processus de réinstallation vers l'Europe. Les demandeurs d'asile soudanais dénoncent depuis plusieurs mois une discrimination à la nationalité dans le cadre de ce programme. L'une des personnes interrogées par France24 affirme que certains d'entre eux ont été expulsés par les autorités nigériennes vers la Libye et le Soudan.